



Secrétariat

Distr.
GÉNÉRALE

ST/SG/AC.10/C.4/2001/6
27 avril 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMITÉ D'EXPERTS DU TRANSPORT DES
MARCHANDISES DANGEREUSES ET DU SYSTÈME
GÉNÉRAL HARMONISÉ DE CLASSIFICATION ET
D'ÉTIQUETAGE DES PRODUITS CHIMIQUES

Sous-Comité d'experts du Système général harmonisé
de classification et d'étiquetage des produits chimiques
(Première session, 9-11 juillet 2001,
Point 2 a) de l'ordre du jour)

ORGANISATION DES TRAVAUX

Questions administratives

Note du secrétariat

1. Il est dans le présent document fait référence au document ST/SG/AC.10/C.4/2001/1, où est reproduit le règlement intérieur du Conseil économique et social. Comme indiqué, les articles des chapitres VI et VIII à XII s'appliquent aux travaux du Sous-Comité, *mutatis mutandis*. Il n'en est pas de même des articles figurant dans les autres chapitres et le présent document vise à préciser la pratique établie pour le Comité d'experts des transports de marchandises dangereuses et ses organes subsidiaires, passés ou présents.

Sessions

2. Le cycle de travail du Comité est biennal et le Secrétaire général présente tous les deux ans (années impaires) au Conseil économique et social un rapport sur ses activités pendant la période biennale écoulée.

3. Toutes les sessions se tiennent à l'Office des Nations Unies à Genève, c'est-à-dire au Palais des Nations. Les services de secrétariat sont fournis par le secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (Division des transports).

GE.01-21569 (F)

4. Les dates des sessions sont arrêtées par le secrétariat du Comité, après consultation de la Division des services de conférence, conformément aux décisions ou aux résolutions du Conseil économique et social. Le calendrier des réunions doit être approuvé par le Conseil.

5. Le calendrier des réunions pour la période 2001-2002, établi en fonction des indications données dans la proposition initiale de restructuration du Comité et de la résolution 1999/65 du Conseil (voir ST/SG/AC.10/C.4/2001/7) est le suivant :

2-6 juillet 2001	:	Sous-Comité TMD (dix-neuvième session)
9-11 (matin) juillet 2001	:	Sous-Comité SGH (première session)
3-12 (matin) décembre 2001	:	Sous-Comité TMD (vingtième session)
12 (après-midi)-14 décembre 2001	:	Sous-Comité SGH (deuxième session)
1er-10 (matin) juillet 2002	:	Sous-Comité TMD (vingt et unième session)
10 (après-midi)-12 juillet 2002	:	Sous-Comité SGH (troisième session)
2-6 décembre 2002	:	Sous-Comité TMD (vingt-deuxième session)
9-11 (matin) décembre 2002	:	Sous-Comité SGH (quatrième session)
11 (après-midi)-13 décembre 2002	:	Comité restructuré (première session)

6. Pour la prochaine période biennale, chaque Sous-Comité devrait soumettre son propre programme de travail, pour approbation par le Comité restructuré à sa première session.

7. L'ordre du jour provisoire de chaque session est établi par le secrétariat sur la base du programme de travail et conformément à l'article 9 du règlement intérieur du Conseil, selon qu'il convient.

8. L'ordre du jour et la documentation sont distribués officiellement à toutes les délégations participant aux travaux de l'organe concerné par la Division des services de conférence de l'Office des Nations Unies à Genève.

Représentation, pouvoirs

9. Chaque membre du Comité ou d'un Sous-Comité est représenté par un "expert" gouvernemental accrédité. Cet expert peut être accompagné de suppléants accrédités et de conseillers.

Bureau

10. Conformément au paragraphe 2 de l'article 26, le Comité et chaque Sous-Comité élisent les membres de leur propre bureau, à moins que le Conseil n'en décide autrement. La pratique actuelle veut que le bureau soit composé d'un président et d'un vice-président, élus à la fin d'une période biennale pour la prochaine période biennale.

11. Le secrétariat suggère que les articles 20, 21, 22 et 23 s'appliquent *mutatis mutandis* et que si le Sous-Comité décidait d'élire plus d'un vice-président il devrait aussi, conformément au paragraphe 2 de l'article 18, définir aussi quelles sont les responsabilités spéciales de chacun des vice-présidents.

Organes de session et organes subsidiaires

12. Le Sous-Comité souhaitera peut-être par ailleurs noter que selon le paragraphe 2 de l'article 24, il ne peut créer d'organes subsidiaires intersessions permanents ou *ad hoc* sans l'approbation préalable du Conseil.

13. Selon la pratique actuelle, des réunions de groupes de travail peuvent être organisées pendant les sessions mais sans interprétation ni services de secrétariat. Des réunions intersessions de groupes de travail informels sont organisées par des gouvernements ou des organisations non gouvernementales, mais les Nations Unies ne fournissent pas de services de secrétariat. Ces groupes ne peuvent prendre de décisions; il leur est seulement loisible de présenter leurs rapports et propositions au Sous-Comité.

Langues/documents

14. Les documents, y compris les ordres du jour et les rapports, sont distribués dans les langues de travail du secrétariat, c'est-à-dire l'anglais et le français.

15. Afin de respecter les règles imposées par l'Assemblée générale en matière de contrôle et de limitation de la documentation, le secrétariat demande :

a) Que toutes les délégations ayant l'intention de soumettre des documents ou des propositions informent le secrétariat, 12 semaines au moins avant l'ouverture de la session, du titre du ou des documents et du nombre de pages prévu pour chacun d'entre eux;

b) Que les documents comptent moins de [20] pages et parviennent par courrier, et de préférence par courrier électronique, 11 semaines avant l'ouverture de la session (six semaines s'ils sont soumis en anglais et en français). Les documents reçus par télécopieur ou dont la qualité est mauvaise ne sont pas acceptés pour reproduction en tant que documents officiels.

16. S'il est nécessaire de soumettre un document de plus de 20 pages, il convient de consulter le secrétariat bien à l'avance.

17. Lorsque des documents, ou des parties d'un document, sont de caractère purement informatif et n'exigent pas que le Sous-Comité y donne suite, le secrétariat peut décider de ne pas les faire traduire et de ne les publier que dans langue originale.

18. Lorsqu'elles soumettent des documents, les délégations sont par ailleurs priées de fournir au secrétariat des références destinées aux traducteurs, le cas échéant.

Interprétation

19. Actuellement, l'interprétation en cours de session est assurée en anglais, chinois, espagnol, français et russe. Les besoins en services d'interprétation seront évalués lorsque la composition du Sous-Comité aura été approuvée officiellement par le Conseil.

Langues à utiliser pour les rapports, les résolutions et les publications

20. Les rapports ne sont publiés qu'en anglais et en français.
21. Les résolutions et les décisions du Conseil économique et social sont publiées dans toutes les langues officielles des Nations Unies (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe).
22. Les recommandations du Comité sont actuellement publiées dans toutes les langues officielles des Nations Unies. Cependant, il faut que cela soit approuvé par le Conseil économique et social.

Réunions

23. Les séances du Sous-Comité sont privées.

Comptes rendus

24. Les projets de rapport sont établis par le secrétariat, pour adoption par le Sous-Comité le dernier jour de la session. Les rapports définitifs sont publiés le plus tôt possible après la session.

Consultation avec les organisations non gouvernementales (ONG)

25. Selon la pratique actuelle, toutes les ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (catégories I ou II et Liste) peuvent participer (en qualité d'observateurs) aux délibérations du Comité et de ses Sous-Comités concernant des questions intéressant leur domaine d'activité. Elles ne sont invitées que si elles expriment le désir de participer, ou si le Comité souhaite les consulter.
26. Les ONG non dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ne peuvent participer que si elles sont invitées par le secrétariat ou par le Sous-Comité, ou si elles demandent à être dotées du statut consultatif auprès du Sous-Comité et que leur demande est approuvée par ce dernier.
